

Le rébus au fond du labyrinthe

Paul Salmona



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/archeopages/883>

DOI : [10.4000/archeopages.883](https://doi.org/10.4000/archeopages.883)

ISSN : 2269-9872

Éditeur

INRAP - Institut national de recherches archéologiques préventives

Édition imprimée

Date de publication : 1 février 2008

Pagination : 120-123

ISSN : 1622-8545

Référence électronique

Paul Salmona, « Le rébus au fond du labyrinthe », *Archéopages* [En ligne], Hors-série 1 | 2008, mis en ligne le 01 février 2008, consulté le 07 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/archeopages/883> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/archeopages.883>

© Inrap

Pour y parvenir, un seul moyen était opérant : un décapage archéologique exhaustif des surfaces vouées à la destruction, année après année, par l'extraction de sable. Cette manière de conduire les opérations est en effet la seule à même de révéler tous les sites, surtout les moins spectaculaires, souvent constitués de quelques structures. Lorsque l'enjeu est de comprendre l'organisation des sociétés du passé, les occupations les plus modestes ont autant d'intérêt que les sites considérés comme majeurs (Brun *et al.* 2006). Des années 1970 jusqu'à la création de l'Inrap en 2001, ce sont plusieurs centaines d'hectares qui ont ainsi été passés au crible. L'engrangement des données fut impressionnant, tout comme les publications qui en découlèrent.

Mais, au lieu de nous permettre de continuer sur cette lancée, l'adoption de la nouvelle législation est paradoxalement devenue un frein aux recherches d'envergure conduites dans ces laboratoires à ciel ouvert. Comme partout ailleurs, la réalisation de sondages systématiques – 10 % de la superficie menacée, en moyenne – est la nouvelle façon de procéder. C'est ainsi que des surfaces entières ne font pas l'objet de prescriptions car soit les vestiges sont jugés anodins, soit l'ouverture des «fenêtres» est considérée comme suffisante à la compréhension du gisement. Ce filet à larges mailles n'est pourtant pas un filtre satisfaisant, car il ne permet de moissonner que certaines catégories d'occupations (Dubouloz 2003). Sont alors exclus des problématiques de recherche de nombreux sites d'habitat ou funéraires de petite superficie dont les fonctions, encore très mal connues ou inédites, permettraient pourtant de mieux comprendre l'organisation des sociétés anciennes. Pour la première fois depuis trente ans, la recherche est en régression dans ces secteurs géographiques. Des sites qui auparavant auraient été traités ne le sont pas, ce qui élimine des informations essentielles. Au regard de cet appauvrissement, il ne serait pas incohérent de reconsidérer ces entités géographiques comme des espaces privilégiés d'échantillonnages participant activement au développement de stratégies de recherche; cela non seulement pour les vallées picardes, mais aussi pour celles de la Marne, de la Seine et quelques autres secteurs. Au-delà de l'aire géographique où ils ont été acquis, les résultats permettent l'interprétation de gisements partiellement mis au jour, sur des tracés d'autoroute ou des lignes ferroviaires, par exemple.

Ces vallées ont également joué un rôle essentiel dans la formation des archéologues. Le nombre élevé des études conduites et des diplômes soutenus est révélateur du lien étroit qui unit des équipes de terrain pérennisées aux universités et à la recherche. L'intégration progressive d'étudiants aux programmes et la transformation de nombreux fouilleurs en étudiants ont conduit à des publications de qualité. Malheureusement, la dispersion de plus en plus forte des équipes

contribue aujourd'hui au tarissement de ces viviers de futurs chercheurs. De même, les relations avec les amateurs sont devenues quasi inexistantes car les chantiers de fouille ne peuvent plus être calés dans le temps. Il devient également très difficile d'accueillir des stagiaires qui se destinent aux métiers de l'archéologie. Le manque de formation au terrain – et, par conséquent, aux différentes problématiques culturelles et chronologiques – a des conséquences importantes sur la recherche.

L'un des atouts majeurs de l'archéologie préventive est l'échelle de ses interventions. Son ampleur lui permet de poser des problématiques historiques autrefois inconcevables. L'archéologie préventive gagnerait fortement à focaliser une partie de ses moyens sur des projets et des équipes où l'apprentissage et la recherche sont les garants d'une bonne vitalité scientifique.

BRUN P., MARCIGNY C., VANMOERKERKE J. (dir.) 2006 : « Une archéologie des réseaux locaux. Quelles surfaces étudier pour quelle représentativité? », Actes de la table ronde des 14 et 15 juin 2005, Châlons-en-Champagne, *Les Nouvelles de l'archéologie*, n°104-105, novembre.

Collectif vallée de l'Aisne 1982 : « Vallée de l'Aisne, Cinq années de fouilles protohistoriques », *Revue archéologique de Picardie*, numéro spécial, n°1.

DUBOULOZ J. 2003 : « L'évaluation des méthodes de diagnostic, simulations sur des sites de l'Aisne », *Les Nouvelles de l'archéologie*, n°91, 1^{er} trimestre, p.46-51.

MORDANT D. 1992 : *La Bassée avant l'histoire, archéologie et gravières en Petite Seine*, Nemours, APRAIF, p.142.

TALON M. 1988 : *Pour un programme de sauvetage et d'étude des sites dans les carrières de granulats de la moyenne vallée de l'Oise*, Amiens, Drac Picardie, 1988.

Le rébus au fond du labyrinthe

Paul Salmona
Inrap

La perception de l'archéologie : un champ inexploré. Comment les Français se représentent-ils l'archéologie, ses modalités, ses finalités et le corpus de connaissance qu'elle produit? On dispose de rares données pour répondre à cette question : peu d'études abordent ce sujet et les responsables culturels sont semblables à des visiteurs laissés sans accompagnement sur un chantier de fouille et confrontés à un rébus d'indices indéchiffrables, au sein d'un labyrinthe de vestiges monumentaux illisibles...

Les archéologues qui s'interrogent sur l'image de leur discipline n'ont qu'une connaissance empirique de la perception de leur activité par le corps social, même si, d'expérience, ils savent que les réactions du public sont souvent très positives sur leurs chantiers.

Ils ont pu, par ailleurs, mesurer la passion et parfois l'hostilité des débats parlementaires relatifs à la refonte de la loi de 2001 (voir sur ce point les extraits des comptes rendus des débats de l'Assemblée nationale *in* Demoule 2005).

Les Chiffres-clefs de la Culture 2007 (Cardona, Lacroix 2007) ne donnent que le nombre de chantiers recensés en 2005

– de manière lacunaire – sans proposer de données sur les publics de l'archéologie.

L'enquête sur les *Pratiques culturelles des Français* (Donnat 1998) aborde la discipline à travers la fréquence des visites de sites. Ainsi, en 1997, 37 pour cent des Français avaient-ils visité un site archéologique au moins une fois dans leur vie, dont 11 pour cent dans les douze mois précédant l'enquête.

Et, à l'exception d'une étude commandée par la sous-direction de l'Archéologie au cabinet Eurologiques en 2002 – qui s'attache à la façon dont les médias rendent compte des découvertes (Charpentier, Renimel 2002) –, on manquait jusqu'ici de données globales telles que les enquêtes en fournissent pour d'autres domaines de l'activité économique ou culturelle.

Cette carence de la recherche est d'autant plus patente que, par ailleurs, l'archéologie a fait l'objet de nombreux travaux ayant trait à son organisation.¹ Et cette méconnaissance est paradoxale s'agissant d'une discipline qui trouve, en France, sa légitimité dans l'étude du passé commun, dans l'analyse des données matérielles témoignant de l'identité des hommes d'aujourd'hui, dans la préservation des archives du sol, dans la sauvegarde des sources archéologiques de l'histoire « nationale ».

L'étude Ipsos de janvier 2006. Mieux connaître ces représentations est pourtant essentiel, notamment pour identifier les freins à la compréhension des résultats de la recherche et les difficultés de la transmission de la connaissance.

Aussi, à la demande de l'Inrap, Perrine Louichon et Valérie Derrien (Ipsos), ainsi que Stéphane Durand (Décentes) ont conduit, en janvier 2006, une étude des « représentations de l'archéologie » sur laquelle ce numéro spécial d'*Archéopages* offre l'occasion de revenir.

Le protocole de l'étude comportait une phase qualitative de douze entretiens individuels auprès d'amateurs, de passionnés et d'enseignants, puis une série de onze questions posées à 1 000 personnes représentatives de la population française de 18 ans et plus.² Nous en livrons ici quelques données significatives, en tentant d'en retirer des enseignements pour la valorisation de l'archéologie.³

1 Du rapport de Jacques Soustelle en 1975, à celui de Christian Goudineau en 1990 ou de Bernard Pêcheur, Bernard Poignant et Jean-Paul Demoule en 1998, qui inspirera la loi sur l'archéologie préventive de 2001.

2 Ses résultats détaillés sont accessibles sur le site internet de l'Inrap : www.inrap.fr

3 Aux termes de la loi, l'Inrap assure « l'exploitation scientifique de ses activités et la diffusion de leurs résultats. Il concourt à l'enseignement, à la diffusion culturelle et à la valorisation de l'archéologie ».

4 Soit 378 personnes, sur les 1000 interrogées au cours de l'enquête, se déclarant intéressées par l'histoire et/ou l'archéologie.

5 L'histoire 34 %,

l'archéologie 18 %, la mode 34 %, la géographie/géologie 30 %, le théâtre 29 %, l'art/la peinture/la sculpture 29 %, la botanique 24 %, le droit 16 %, la philosophie 16 %, l'astronomie 16 %, l'anthropologie/l'ethnologie 13 %, les mathématiques 11 %, la physique/la chimie 10 %, aucune/ne se prononcent pas 16 %.

6 « Vous considérez-vous sans modestie comme... » : « très connaisseur de certains aspects » 8 %, « intéressé

avec quelques connaissances » 49 %, « intéressé mais peu de connaissances sur la question » 41 %, « pas intéressé » 2 %.

En soustrayant les « pas intéressés », le nombre des intéressés tombe de 378 à 369. C'est ce groupe qui est ensuite interrogé de façon approfondie.

7 Préhistoire 80 %, Antiquité (Égypte, Grèce, Rome) 90 %, période gauloise 56 %, Moyen Âge 49 %, du Moyen Âge à la Révolution 23 %, de la Révolution à nos jours 14 %.

L'archéologie indissociable de l'histoire.

« Parmi les thèmes suivants, quels sont ceux qui vous intéressent personnellement ? » : cette première question permettait de préciser que l'archéologie n'attire que 18 pour cent des interrogés, tandis qu'ils sont 34 pour cent à s'intéresser à l'histoire, et 38 pour cent⁴ si l'on agrège les deux disciplines. C'est ce sous-ensemble qui sera ensuite interrogé de façon plus poussée.

On voit qu'il serait illusoire de penser que l'archéologie mobilise *spontanément* une majorité de Français, contrairement à une idée reçue, reprise comme un leitmotiv rassurant dans la communauté archéologique.

Lorsque les archéologues s'adressent au public, il est donc essentiel qu'ils donnent une perspective historique (générale ou locale) à leurs découvertes : en effet, l'histoire est le domaine qui a les faveurs du plus grand nombre dans la liste soumise à son appréciation.⁵ Ce public est intéressé par les apports de l'archéologie à la connaissance historique, même si, *a priori*, il est indifférent à l'archéologie en tant que discipline.

Insister sur les spécificités de l'archéologie, comme le font légitimement les archéologues pour sortir du statut ancillaire d'« auxiliaires de l'histoire », est une démarche contre-performante vis-à-vis du public. C'est au contraire en replaçant les découvertes dans un contexte historique qu'elles peuvent être le mieux appréhendées.

S'intéresser n'est pas connaître. Parmi les sondés qui déclarent s'intéresser à l'histoire et/ou à l'archéologie, près de la moitié (41 %) estime n'avoir que peu de « connaissances sur la question ». ⁶ À cet égard, l'enquête qualitative préalable avait démontré la grande gêne d'un public, pourtant cultivé, avec des notions aussi courantes que le Néolithique, les âges des Métaux ou les Temps modernes. Autant dire que l'usage du lexique de la chronotypologie (Acheuléen, Solutréen, Magdalénien...) est encore plus problématique, même s'il est parfois indispensable. On est là face à un « chantier » pour la vulgarisation de l'archéologie, comparable à celui auxquelles sont confrontées de nombreuses disciplines scientifiques.

L'archéologie, c'est la Préhistoire et l'Égypte.

« Selon votre connaissance, ou l'image que vous en avez, dites-moi si vous pensez que l'archéologie que l'on pratique aujourd'hui concerne les époques suivantes... » : la question permet d'approcher les représentations des périodes étudiées par l'archéologie contemporaine.

Pour les sondés « intéressés par l'histoire et l'archéologie », la discipline est fondamentalement rattachée à la Préhistoire et à l'Antiquité.⁷

On vérifie là le constat empirique selon lequel l'archéologie française à l'étranger est beaucoup plus familière du public que l'archéologie nationale. On constate aussi que seule une très faible minorité imagine

que l'archéologie puisse concerner les Temps modernes ou l'époque contemporaine. Pour simplifier, l'imaginaire collectif de l'archéologie, cela reste la Préhistoire et l'Égypte.

La finalité, c'est le terrain. «Qu'est-ce que l'archéologie? En quoi cela consiste?» Le détail des réponses spontanées permet d'approcher la perception des modalités et des enjeux de l'activité scientifique: pour 78 pour cent des «intéressés»,⁸ ce sont «les fouilles, le travail de terrain»; tandis que «l'étude des civilisations» n'apparaît comme finalité qu'à 10 pour cent d'entre eux. Ce qui est perçu de la recherche, c'est une partie limitée du *modus operandi* (la fouille) et non son *objet* (l'étude des sociétés humaines du passé).

Par ailleurs, comme finalité de l'activité, les publications, la présentation muséale ou l'enseignement⁹ ne recueillent que des scores très faibles.

Les réponses assistées¹⁰ viennent toutefois corriger ce tableau: ainsi, 82 pour cent des «intéressés» estiment que «l'archéologie permet de faire revivre une époque, de comprendre comment vivaient les gens à cette époque», et seuls 25 pour cent que «l'archéologie ne fait plus vraiment de découvertes sur le territoire français».

L'archéologie préventive: une activité encore confidentielle. «Selon vous, quel est le nombre de chantiers archéologiques qui se déroulent chaque année sur le territoire français?»: on pouvait là affiner la perception de l'ampleur de l'activité archéologique, notamment préventive (diagnostics et fouilles). Elle est très largement sous-estimée: pour 67 pour cent des «intéressés»,¹¹ le nombre des chantiers est inférieur à cinq cents par an, en fort décalage avec la réalité.¹²

Par ailleurs, l'étude qualitative montre que la perception de l'expression «archéologie préventive» reste très problématique. Le terme «préventif» est méconnu dans son acception archéologique et connote les notions de prophylaxie médicale, de sécurité publique, d'anticipation des catastrophes naturelles ou de prévention routière... Enfin, la notion de «sauvegarde par l'étude», fondement conceptuel de l'archéologie préventive, est complètement étrangère au public. Cependant, après une explicitation succincte de ses missions, les réactions sont très positives et les données quantitatives de l'activité de l'archéologie préventive (2000 diagnostics, 300 fouilles, 1800 archéologues...) sont perçues très positivement comme la prise en compte par l'État d'un patrimoine national insoupçonné.

Par ailleurs, le public est très largement ignorant de l'histoire de l'archéologie et de ses épisodes récents. Dans l'étude qualitative, la seule référence spontanée à l'histoire de la discipline est la mention de Jean-François

Champollion.¹³ Il en va de même de l'organisation de l'archéologie et des rôles respectifs de l'État, des collectivités territoriales, du CNRS, de l'Université ou de l'Inrap.

Un aventurier méticuleux, un baroudeur soigneux. L'«archéologue», quant à lui, jouit d'une image favorable. Le public lui attribue des qualités sympathiques rarement associées, car issues de registres éloignés: aventurier méticuleux, baroudeur soigneux, opiniâtre sensible... C'est un homme de culture et un chercheur porteur d'un imaginaire de dépassement.

Si ses représentations sont fortement marquées par la symbolique de la fouille – lieu de la mise au jour, moment du dévoilement –, le public est beaucoup plus rétif aux phases postérieures d'étude et d'analyse. L'enquête qualitative confirme cette image positive, très marquée par la notion de découverte. En revanche, les études de sciences «dures» prescrites par les archéologues restent perçues comme austères et d'accès ardu, sauf lorsqu'elles revêtent un caractère spectaculaire (gammagraphie, scanner, etc.).

Aussi, dans leur relation avec le public, les archéologues doivent se méfier de la référence rassurante aux «études scientifiques ultérieures», qui sont difficiles à appréhender pour les non-spécialistes, et ne sauraient évidemment tenir lieu d'explication de la découverte.

Une forte attente d'information. Quarante-deux pour cent des «intéressés» déclarent s'informer «le plus souvent possible» ou «assez souvent» et 45 pour cent «de temps à autre».¹⁴ Au sein de ce public, on constate donc un intérêt soutenu et récurrent pour la discipline, que confirme le sentiment d'un déficit d'information sur les chantiers. Ainsi, 61 pour cent ne s'estiment pas assez informés.¹⁵

Trente pour cent ont le souvenir d'un chantier conduit près de chez eux au cours des douze derniers mois.¹⁶ Et ils expriment à 64 pour cent le sentiment de n'avoir pas été suffisamment informés¹⁷: on mesure là, précisément, les enjeux d'une information de proximité, notamment *in situ*, sur le chantier, et l'importance des relations avec les médias, dont l'information est la vocation.

Le nombre des diagnostics et des fouilles, et leur répartition capillaire sur le territoire, peuvent constituer un avantage singulier pour favoriser une sensibilisation à la recherche archéologique: on voit qu'ils ont retenu l'attention de 11 pour cent des Français, ce qui est considérable compte tenu de la faiblesse des dispositifs d'information sur les sites au moment de l'enquête; ces 11 pour cent constituent un public fortement réceptif, attendant une information beaucoup plus fournie, qu'il aurait été souhaitable de mettre en place pendant la fouille, sans attendre les résultats des études complémentaires ni, *a fortiori*, la rédaction encore plus lointaine du rapport final d'opération.

L'enquête qualitative montre aussi, sans ambiguïté, que c'est la restitution des résultats qui légitime le coût et la durée de la fouille aux yeux du public. Les archéologues devraient ainsi toujours avoir présent à l'esprit que l'utilité *sociale* de la fouille diffère de son utilité *scientifique* et mérite des efforts particuliers.

L'hégémonie télévisuelle. La grande majorité des «informés» (89%¹⁸) considère que la télévision est le vecteur prépondérant, ce qui permet notamment de mesurer l'importance des relations avec les médias audiovisuels pour accompagner ou susciter reportages et «sujets». On mesure là également le caractère stratégique du développement de la production documentaire sur l'archéologie, production relativement florissante pour l'archéologie française à l'étranger, mais très limitée en ce qui concerne l'archéologie nationale. Cette attente est d'autant plus intéressante que l'audiovisuel est un moyen privilégié de vulgarisation: la durée, le recours à différents documents (archives, plans, cartes, images de synthèse...), l'insertion du discours scientifique dans une narration accessible, la mise en perspective dans la géographie et l'histoire, sont autant de registres offerts par le documentaire, qui facilitent l'appréhension de problématiques complexes. Une forte attente (62%¹⁹) s'exprime également en direction de la presse écrite.

En revanche, les musées et les expositions d'archéologie apparaissent comme beaucoup moins attractifs, ce qui doit amener à s'interroger sur la muséographie de l'archéologie, ses formes et ses enjeux. Enfin, Internet apparaît comme un support privilégié...

Développer les études de public. Le cadre de cette étude ne permettait évidemment pas de mesurer les enjeux et l'impact de toute la palette des dispositifs de médiation dont l'archéologie mérite le déploiement (conférences et visites de sites, expositions, édition grand public, outils pédagogiques, etc.). Elle ne fait qu'ébaucher une démarche de compréhension des représentations de l'archéologie. Cette question doit être étudiée de façon régulière, dans une perspective d'accompagnement des missions de valorisation dévolues à l'Inrap, mais aussi

pour en partager les acquis avec l'ensemble des services archéologiques de l'État et des collectivités territoriales.

Des travaux ultérieurs devraient notamment porter sur les représentations de la discipline chez des publics particuliers (jeunes et enseignants, notamment), mais aussi sur la réception des dispositifs de médiation qui leur sont proposés: journées «portes ouvertes» sur les sites, expositions scientifiques, publications de vulgarisation, etc.

Il s'agit, parallèlement au développement de la recherche, de développer un véritable corpus de connaissance du rapport du public à l'archéologie. On peut faire ici l'hypothèse que cette démarche devra croiser études sociologiques et recensement des bonnes pratiques en France et à l'étranger, en s'appuyant notamment sur des expériences dans les lieux patrimoniaux et les musées d'art, mais aussi les centres de culture scientifique et technique et les musées de sciences. Elle devra aussi s'appuyer sur les études de publics comparables effectuées pour d'autres disciplines scientifiques (astronomie, biologie, vulcanologie, par exemple).

Il s'agit aussi de comprendre les ressorts de l'intérêt (ou du désintérêt) des publics, particulièrement patent lors des ouvertures de chantiers au public, dont on peut faire l'hypothèse qu'il n'est pas toujours, *stricto sensu*, un intérêt pour l'archéologie et l'histoire, en tant que disciplines. L'affluence y est probablement pour partie motivée par des «attentes» non scientifiques, qui relèvent de la curiosité des riverains pour un inconnu proche subitement dévoilé, le sentiment d'un lien réel ou fantasmé avec les sociétés anciennes étudiées, la passion du «sol» avec ses connotations régionalistes ou nationalistes, voire une quête métaphysique des «origines». Comprendre ces attentes est essentiel pour démontrer l'intérêt de l'archéologie auprès de publics qui en ignoreraient tout.

Car, pour paraphraser Paul Veyne, «quand on ne sait pas ce qu'on ne sait pas, on ne sait pas qu'on ne le sait pas».

CARDONA J., LACROIX Ch. 2007: *Les Chiffres-clefs de la Culture 2007*, Paris, ministère de la Culture et de la Communication/ La Documentation française.

CHARPENTIER V., RENIMEL S. 2002: *Représentations sociales et légitimité de l'archéologie nationale au travers des médias*, DAPA/Eurologiques, 2002.

DEMOULE J.-P. 2005: *L'Archéologie entre science et passion*, Paris, Gallimard.

DONNAT O. 1998: *Les Pratiques culturelles des Français*, Paris, Département des Etudes et de la Prospective/ La Documentation française.

8 Soit 288 personnes parmi 369 intéressées par l'histoire et/ou l'archéologie.
9 Les publications 5 %, la présentation muséale 9 %, ou l'enseignement 5 %.
10 Le sondé pouvait choisir parmi une ou plusieurs réponses pré-rédigées.
11 248 des 369 personnes intéressées par l'histoire et/ou l'archéologie.
12 2 936 chantiers en 2005: diagnostics, programmés et fouilles préventives

(source *Chiffres clefs de la culture 2007*).
13 Dont on rappellera que, s'il fut un linguiste précoce, un épigraphiste génial et un conservateur avisé, il n'était pas *stricto sensu* archéologue.
14 Question: « À quelle fréquence vous informez-vous sur l'histoire ou l'archéologie ? »
15 « Concernant les fouilles réalisées en France ces dernières années, avez-vous le sentiment d'être... » : « pas assez informé » 61 %, « suffisamment

informé » 13 %, « trop informé » 0 %, « NSP » 1 %.
16 110 personnes, soit 11 % de l'ensemble de personnes interrogées au cours de l'enquête.
17 « trop informé » 0 %, « suffisamment informé » 34 %, « pas assez informé » 46 %, « pas du tout informé » 18 %, « NSP » 2 %.
18 Soit 328 personnes.
19 Soit 229 personnes.